

Le Point

Instant détente
place du Martroi,
où trône la statue
de Jeanne d'Arc.

La ruée vers Orléans



Attractivité La nouvelle favorite
Désert médical Oasis en vue
Délinquance La sécurité comme credo
« Papy Voise » L'affaire qui a enflammé
la présidentielle en 2002

II
VI
X
XII

Interview de Serge Grouard
« J'aimerais que de Gaulle
revienne »

XIV

Immobilier Les prix s'envolent

XVIII

Dossier coordonné par Valérie Peiffer et Audrey Emery



La nouvelle favorite

Attractivité. Cadre de vie, emploi, essor du télétravail...
L'ancienne cité royale a le vent en poupe.

PAR VALÉRIE PEIFFER

Cent trente kilomètres séparent Orléans de Paris. 130 kilomètres qui, pendant longtemps, ont été un handicap pour la préfecture du Loiret et pour son développement. Durant plusieurs décennies, la ville a souffert de sa proximité avec la capitale, qui la reléguait au rang de terminus de banlieue. Devenu une annexe, Orléans a vu sa population aspirée par Paris. Dévitalisé, il s'est progressivement assoupi, frappé de plein fouet par la désindustrialisation, le déclin des commerces et de son centre-ville.

Aujourd'hui, l'heure de la revanche a sonné... La ville de Jeanne

d'Arc, devenue métropole le 1^{er} mai 2017, a redressé la tête: ces 130 kilomètres, qui la mettent à une heure de Paris en TER et à moins de deux heures en voiture, sont devenus l'un de ses atouts. L'excité royale et son agglomération font partie des métropoles qui ont le vent en poupe depuis quelques années. Notamment grâce à des prix immobiliers très attractifs (voir p. XVIII). «Orléans est à deux pas de Paris sans les prix exorbitants du marché de l'immobilier», confirme Justine, qui a quitté la capitale en 2019. *J'ai pu m'acheter un ravissant 2-pièces de 52 m² en plein centre-ville. Jamais je n'aurais pu devenir propriétaire à Paris.* » Avec 2 310 habitants gagnés entre 2013 et 2019 selon

l'Insee, Orléans peut se targuer de faire partie des cités qui attirent les urbains fatigués par les grandes métropoles et leurs maux.

«Nous sommes une ville à taille humaine avec une qualité de vie formidable», martèle Serge Grouard, maire LR d'Orléans. De l'avis de tous les élus, cette croissance démographique est le fruit de trente années de travail. «Le socialiste Jean-Pierre Sueur [maire de 1989 à 2001] avait déjà amorcé la mue dans le domaine de la culture, et aussi avec la construction de la première ligne de tram», note Grouard. Lorsque j'ai été élu maire en 2001, nous avons continué en lançant une politique destinée à embellir la ville et à la dynamiser. L'ambiance a depuis beaucoup changé:»

ARNAUD HEBERT/REA POUR «LE POINT»



Orléans ne ressemble plus à une ville de province triste, sombre et fermée telle que celle de Madame Bovary...»

Le phénomène d'attractivité s'est accéléré avec la crise sanitaire, qui a contraint aux confinements successifs. Et à leur corollaire : l'essor du télétravail. Arrivée en 9^e position de notre palmarès des villes en pointe pour accueillir les télétravailleurs, l'ex-cité royale séduit les Franciliens. De plus en plus de Parisiens débarquent en rangs serrés pour goûter au charme de la vie de province. Et, non contents de réveiller la capitale du Centre-Val de Loire, ils vivifient aussi les petites villes et villages de la métropole. Si, en nombre d'habitants gagnés entre 2013 et 2019, Orléans tient le haut du pavé, il est suivi par quatre villes de la métropole : Olivet (+ 1 710 habitants), Saint-Jean-de-Braye (+ 1 483), Ingré (+ 1 002) et Saran (+ 895). « *Les maisons avec jardin ne restent pas longtemps sur le marché*, confirme Matthieu Schlesinger, maire (DVD) d'Olivet, qui a vu sa population augmenter régulièrement depuis dix ans. *Mais qui peut se plaindre de voir arriver de nouveaux habitants ? Demandez par exemple aux élus du*

Dolce vita. La ville de Jeanne d'Arc, dont la statue domine la place du Martroi, a retrouvé des couleurs.

Cher ce qu'ils donneraient pour stopper la baisse de leur démographie ! » Orléans Métropole, qui regroupe 22 communes, a vu sa population progresser de 4,08 % entre 2012 et 2017, soit 12 220 habitants de plus. Elle met ainsi le cap, doucement mais sûrement, sur la barre symbolique des 300 000 habitants.

Virage économique. « *Nous assistons à un retournement du phénomène métropolitain* », analyse Christophe Chaillou, maire (PS) de Saint-Jean-de-la-Ruelle et ex-président d'Orléans Métropole. Après avoir apprécié les facilités et services qu'offrent les grandes villes, les urbains privilégient désormais la qualité de vie. Selon le baromètre 2019 de l'association Villes de France, 43 % des Français préféreraient habiter dans une ville moyenne (contre 35 % dans une

commune rurale et 22 % dans une grande ville). Et si, depuis les confinements, les nouveaux arrivants rappliquent pour se mettre au vert, ils viennent aussi parce que ce territoire a réussi son virage économique. « *C'est le travail qui m'a conduit à Orléans* », confirme Justine, embauchée comme commerciale par un grand groupe à la sortie de la faculté. En novembre 2019, Orléans est arrivée en 2^e position du baromètre Jobijoba-Meilleurtaux.com des villes les plus attractives en matière d'emploi et de pouvoir d'achat immobilier. Selon ce classement, la cité offre un marché de l'emploi très dynamique, avec 14,4 offres de CDI pour 100 habitants. « *Beaucoup d'entreprises rencontrent des difficultés pour embaucher* », assure Serge Grouard.

La vitalité des principales filières du territoire (agroalimentaire, cosmétique et logistique), reliées au CNRS local et à l'université, contribue grandement à cette attractivité. La métropole le sait et ne ménage pas ses efforts pour rester compétitive et séduire les entreprises. Elle vient par exemple de financer des travaux sur le campus de La Source pour ■■■

Les Parisiens qui débarquent en rangs serrés vivifient aussi les petites villes et villages de la métropole.

■■■ accueillir une formation consacrée à la cosmétologie, sous l'égide de l'école d'ingénieurs AgroParisTech. «*La proximité entre le public et le privé est un atout formidable*, précise Baptiste Chapuis, chef de l'opposition socialiste à Orléans. *Pour un chef d'entreprise, rencontrer les présidents du département et de la région est facile, ici. Les élus participent grandement à la mise en réseau des acteurs. Il y a un écosystème favorable à la création d'entreprises.*» Avec un taux de chômage de 7 % (avant la crise sanitaire), Orléans fait figure de bon élève dans la région Centre-Val de Loire. Chaque année, une petite dizaine d'entreprises choisissent Orléans pour s'implanter. La dernière en date est la marque de chaussures françaises Bobbies, qui a construit un bâtiment de 4 000 m² à Marigny-les-Usages pour installer sa logistique nationale.

Points faibles. La métropole a aussi investi dans le domaine des nouvelles technologies. En 2016, elle a ouvert Le Lab'O, un « lieu totem » de la French Tech Loire Valley. Dévolu aux jeunes entreprises innovantes, cet espace de 14 000 m² accueille une centaine de start-up. «*Ce ne sont pas uniquement des créations. Cet outil attire des jeunes pousses créées ailleurs*», précise Christophe Chaillou. Ainsi, récemment, la start-up parisienne DessIA, spécialiste en logiciels d'intelligence artificielle pour la conception de systèmes techniques, a choisi d'installer une partie de ses services au Lab'O.

Orléans a également des points faibles. Son déficit en matière de santé (voir p. VI) serait même un obstacle de taille pour certains maires de la métropole. «*Dans ma commune, il y a 7 généralistes pour 16 500 habitants*, note Christophe Chaillou. *La moitié d'entre eux va partir à la retraite dans les années à venir. Les remplacer est un casse-tête, même dans les centres municipaux de santé.*» Il n'est pas rare que les élus soient sollicités par des familles à la recherche d'un médecin... «*Il arrive même que de nouveaux habitants repartent aussi*



vite qu'ils sont venus s'installer faute d'avoir trouvé le médecin dont ils avaient besoin, se désolent un élu. Et certains néo-arrivants continuent de consulter dans leur ancienne ville, ce qui n'est pas idéal...»

L'autre grande fragilité réside dans le domaine de la culture. «*Il y a sept ou huit ans, nous avons fait une étude de benchmarking afin de situer notre agglomération par rapport aux autres*, explique Christophe Chaillou. *Cette étude pointait du doigt la culture. Le nombre d'emplois culturels sur le territoire était en deçà de celui des autres métropoles.*» La capitale régionale a du mal à s'imposer dans ce domaine. «*Il nous manque un grand événement comme le festival de la BD d'Angoulême*, souligne Matthieu Schlesinger. *Et un équipement culturel digne d'une métropole.*» Il y a, bien sûr, les Fêtes johanniques et le Festival de Loire, lequel attire, tous les deux ans, 700 000 personnes. Mais qui le sait ? «*Le souci, c'est notre modestie. Il est temps de faire savoir qu'Orléans a changé et qu'il s'y passe des choses*», ajoute le maire d'Olivet. Les maires des communes d'Orléans Métropole, qui saluent l'attractivité de leur territoire, demeurent conscients que ce développement ne doit pas se faire

Connexions. Au centre d'Orléans, la gare croise le tram. Paris n'est qu'à une heure de TER.

n'importe comment. «*Notre enjeu est de continuer à changer tout en conservant notre qualité de vie et en restant à taille humaine*, précise Matthieu Schlesinger. *C'est une question d'équilibre.*» Sinon, gare à la crise de croissance et à la surchauffe...

Densification. Déjà, la tension sur le marché immobilier bloquerait le parcours résidentiel de certaines familles orléanaises, contraintes, pour s'agrandir, de s'exiler toujours plus loin du centre-ville. «*Le logement est susceptible de devenir rapidement un problème*, confirme Christophe Chaillou. *La densification en cours sur la métropole commence à créer des situations de conflit autour des projets immobiliers entre riverains et propriétaires. Sans parler de l'étalement urbain à l'œuvre dans les petites communes situées au-delà des frontières de la métropole. On y voit des zones pavillonnaires se développer à grande vitesse.*» Certains villages alentours ont en effet connu une croissance démographique très soutenue dans les cinq dernières années. Il en est ainsi pour Champoulet (+ 7,11 %), Breteau (+ 5,95 %), Vennecy (+ 4,55 %) et Andonville (+ 4,19 %)... «*Cela pose parfois de vrais soucis aux maires de ces communes rurales, qui voient arriver des citadins avec des exigences nouvelles et parfois hors de portée*», raconte l'ancien président de la métropole.



Christophe Chaillou. Maire (PS) de Saint-Jean-de-la-Ruelle et ex-président d'Orléans Métropole.

Ces flux importants post-Covid risquent-ils de menacer la douceur de vivre orléanaise ? «*Pas si l'on anticipe*», répondent en chœur les élus métropolitains. Alors chacun tente de faire le nécessaire... Constatant que les communes à l'est d'Orléans se développent vite et que la 2x2 voies est désormais régulièrement saturée, François Bonneau, président (PS) de la région, travaille à la réouverture de la ligne Orléans-Châteauneuf-sur-Loire, où la région a lancé par ailleurs la construction d'un nouveau lycée... En attendant, Orléans ne peut s'empêcher de savourer son nouveau succès qui pourrait lui permettre de réaliser son rêve : surpasser Tours, sa rivale de toujours ■

« Remplacer les généralistes est un casse-tête, même dans les centres municipaux de santé. » Christophe Chaillou



Désert médical : oasis en vue

Opportunité. Matignon s'est engagé à créer un CHU et à augmenter le nombre d'étudiants formés.

PAR AUDREY EMERY

Is ne préchent plus dans le désert. Le 22 février, Jean Castex a répondu favorablement aux demandes des élus de la région Centre-Val de Loire, pour lutter contre la pénurie de médecins qui mine leur territoire depuis plus de vingt ans. Le Premier ministre a fait deux annonces historiques : la création d'un pôle universitaire à Orléans, qui formera 200 étudiants par an, et la transformation du

centre hospitalier régional d'Orléans (CHRO) en CHU. Une mission d'inspecteurs généraux des affaires sociales, de l'enseignement supérieur et de la recherche doit préciser, d'ici à fin mars, la mise en œuvre de ces annonces et leur calendrier. « Mais la décision politique est prise », s'est félicité le président (PS) de la région, François Bonneau. Et ce malgré les affirmations du doyen de la faculté de médecine de Tours, Patrice Diot, qui, auditionné en janvier par la commission d'enquête du Sénat sur la

Pénurie. Le Dr Bonneviot, praticien à la maison de santé pluridisciplinaire Madeleine-Brès, partira à la retraite le 31 mars. Il ne parvient pas à trouver un remplaçant...



« L'égalité républicaine d'accès à la santé n'est plus assurée. » François Bonneau, président (PS) du Centre-Val de Loire

santé et la situation de l'hôpital, soutenait que le maximum des capacités de formation de médecins en France était atteint. Dès la rentrée 2022, sa faculté devra accueillir 50 étudiants supplémentaires et autant d'internes. « C'est donc encore le politique qui décide, se réjouit le maire (LR) d'Orléans, Serge Grouard. Depuis vingt ans que je me bats sur ce sujet, c'est la première fois qu'un Premier ministre s'engage de cette manière-là. »

Union sacrée. Pour y arriver, il aura tout de même fallu une mobilisation sans précédent, avec la création par les soignants du collectif 200 Médecins, qui a lancé à l'automne une pétition recueillant plus de 15 000 signatures, puis avec le courrier envoyé en janvier à Jean Castex par une trentaine d'élus de la région, toutes couleurs politiques confondues. Cette union sacrée inédite faisait suite à une première lettre adressée, en octobre 2021, au Premier ministre par 13 députés LREM, et dont certaines propositions ont été reprises dans les annonces du 22 février. Parmi elles, l'augmentation du nombre d'infirmières de pratique avancée (pour décharger les médecins) ou la consultation de kinésithérapeutes en direct, sans passer par un généraliste. « C'est un soulagement, c'est pour cela que je me suis engagée en politique il y a cinq ans », affirme la députée Stéphanie Rist (LREM), ex-rhumatologue au CHRO.

Autre événement qui a pu décider Matignon : l'annonce, fin janvier, d'un accord entre la ville d'Orléans et la faculté de médecine de Zagreb. Une première qui a fait beaucoup de bruit. Elle prévoit que l'université croate forme dès la rentrée 50 étudiants en distanciel dans la préfecture du

■■■ Loiret. « Comme elle peut le faire dans le monde entier, il n'y a donc pas besoin d'agrément ministériel, contrairement à ce qu'on a pu entendre », affirme le premier adjoint à la santé, Florent Montillot, qui a conclu ce projet après des mois d'études juridiques. La ville et le département promettent également de financer des bourses d'études contre un engagement à exercer sur leur territoire pendant au moins cinq ans. « Un Far West universitaire », dénoncé par les présidents d'université de Tours et d'Orléans, ainsi que par la conférence des doyens des facultés de médecine, mais l'initiative est globalement soutenue. « Je n'ai d'ailleurs entendu aucune récrimination des ministres présents à la réunion du 22 février contre ce projet », assure Serge Grouard.

Anomalie. Il faut dire que la désertification médicale est à un stade particulièrement avancé en Centre-Val de Loire. « L'égalité républicaine d'accès à la santé n'est plus assurée », estime même François Bonneau. Selon l'ARS, 18,7 % de la population du Loiret n'a pas de médecin traitant. Le département compte 64,5 généralistes pour 100 000 habitants, contre 86,4 pour la moyenne nationale. La faute à la proximité de Paris, qui aspire les compétences, et à une anomalie unique en France, la région étant la seule à n'avoir qu'un seul CHU, celui de Tours, qui ne forme aujourd'hui que 300 étudiants par an et ne peut aller au-delà de 350. Insuffisant pour rattraper le retard et compenser les départs massifs à la retraite, 43 % des généralistes et 35 % des spécialistes ayant plus de 60 ans. D'où la demande pressante de former 200 étudiants en plus à Orléans.

Pour se faire soigner, les habitants n'ont parfois d'autre choix que de consulter en région parisienne. « Sur l'arc Dreux, Chartres, Orléans et Montargis, ce sont 100 000 séjours hospitaliers qui nous échappent », souligne Olivier Boyer, directeur du CHRO, qui ne peut, dans de telles conditions, prétendre à l'équilibre budgétaire. D'autant que l'établissement est contraint,



Surcharge. Le service du centre d'appels d'urgence du Samu de l'hôpital de La Source oriente les demandes des patients. Ses véhicules sont prêts à partir en intervention. « Les gens sont fatalistes et ont tendance à renoncer aux soins », déplore le responsable, Stéphane Bathellier (ci-contre), initiateur du collectif 200 Médecins.



faute de médecins de ville, d'intervenir sur les soins primaires. Alors autant dire que les annonces du gouvernement sont un immense soulagement pour l'hôpital de La Source. Actuellement, celui-ci ne peut avoir de service de médecine polyvalente et ne dispose que de 60 lits sur 120 autorisés pour les soins de suite et de réadaptation. « On a dû fermer 20 % des lits par manque d'infirmières », ajoute Olivier Boyer.

Une situation d'autant plus grave que les patients arrivent de plus en plus avec des pathologies avancées, faute de suivi. « Cela ne se traduit pas encore par une surmortalité, mais on voit arriver des jeunes

atteints de cancers métastasés, car ils n'ont pas été diagnostiqués à temps. Les gens sont fatalistes et ont tendance à renoncer aux soins », observe, catastrophé, le responsable du Samu du Loiret, Stéphane Bathellier. À l'origine du collectif 200 Médecins, il réclame l'ouverture de la formation orléanaise dès septembre.

Depuis des années, les actions se multiplient pour empêcher la rupture des soins : de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS), qui organise la coordination des médecins et infirmiers libéraux entre eux et avec l'hôpital, à l'association Ap-pui Santé Loiret, qui gère le suivi des patients atteints de maladies chroniques. « On facilite l'intervention des médecins, mais on ne les invente pas », nuance toutefois son médecin coordinateur, Éric Drahi.

« Scandale sanitaire ». À la maison de santé pluridisciplinaire (MSP) Madeleine-Brès, le Dr Bonneviot, qui partira à la retraite le 31 mars, ne trouve pas de remplaçant. La ville est en négociation avec trois médecins libéraux et va transformer une partie de la MSP en centre de santé municipal pour accueillir des médecins salariés. À Olivet aussi la municipalité a financé deux maisons de santé, dont la dernière lui a coûté 1,3 million d'euros. « C'est autant d'écoles et de travaux de voirie dans lesquels on n'investit pas », soupire le maire DVD, Matthieu Schlésinger.

Chaque collectivité y va de sa mesure. La région, qui a lancé des MSP dès 2005, a créé en 2020 le groupement d'intérêt public Pro Santé, qui a permis de recruter 20 médecins salariés. Le département, qui soutient la CPTS, ouvre des logements de fonction inoccupés dans ses collèges pour les médecins stagiaires. « Ce sont peut-être des cautères sur une jambe de bois, mais nos concitoyens vont finir par nous demander des comptes », craint son président, Marc Gaudet (UDI), qui n'hésite pas à parler de « scandale sanitaire » et espère que les mesures annoncées permettront de l'éviter ■

18,7 %

de la population du Loiret n'a pas de médecin traitant.

64,5

généralistes pour 100 000 habitants dans le département, contre 86,4 pour la moyenne nationale.

Source : ARS.

La sécurité comme credo

Brigades. La tranquillité des habitants est assurée au prix d'un arsenal de surveillance impressionnant.

PAR CHARLES GUYARD

La portière entrouverte, Laëtitia tend péniblement le bras : « Notre plus grand problème, ici, c'est de pouvoir badger à l'entrée du commissariat sans abîmer la voiture ! » Ce jeudi de février, la fonctionnaire de police nationale vient

de terminer une patrouille avec son collègue Christian. Pendant quelques heures, le duo a arpenté les rues d'Orléans, et la plus grande difficulté du jour, en effet, a bien été de se contorsionner pour ouvrir la grille du central sans rayer le véhicule. Pourtant, l'équipage de brigade spécialisée de terrain s'est aventuré dans des lieux qui, il n'y a pas si longtemps encore, défrayaient la chronique des faits divers. L'Argonne, la Source, les Carmes, les Blossières...

À seulement quelques kilomètres de l'hypercentre, les forces de l'ordre n'ont pas toujours été bien reçues dans ces quartiers. « Il y a quelques années, on pouvait se faire caillasser, mais, aujourd'hui, on va

Patrouille. Dans le centre-ville, à Orléans. L'Unité rapide d'assistance canine (Uraic), présente sur la voie publique de 17 heures à 1 heure du matin, compte 107 agents, soit presque 1 pour 1000 habitants.

partout, explique la policière. Il n'y a plus de zone de non-droit. » Illustration place Mozart, une adresse connue pour le trafic de stupéfiants, où Laëtitia passe devant un jeune assis sur un bloc de béton : « Voici D. » L'intéressé esquisse un sourire et se replonge dans son téléphone portable. L'échange de regards est bref mais sans animosité. Sans l'uniforme, on se saluerait presque. « Comme on les respecte, il n'y a pas de problème », assure Christian, mi-amusé. De problème il n'y a donc pas eu : à vrai dire, sans flagrant délit, impossible d'intervenir, ce dealleur (supposé) le sait parfaitement. Mais, au-delà du fait d'interpellé, il s'agit d'abord de « montrer que [la police] est présente ». Après



Il s'agit d'abord de « montrer qu'on est présent ».
Christian, policier

ARNAUD HEBERT/REA POUR « LE POINT »

deux passages, la voiture repart, cet objectif-là est atteint. Pendant ce temps, la radio crépite. On signale le vol d'un téléphone portable dans une boutique, un feu de poubelle... Bref, un après-midi plutôt calme à Orléans.

Le soir, constat similaire avec Jean-Pierre et Dany. Rue de Bourgogne, rue de la République, place du Martroi, on serpente entre les commerces encore ouverts et des terrasses de bar ou de restaurant repliées malgré la saison. Quelques SDF installés ici, un homme éméché qui titube plus loin. Rien de méchant à signaler – le berger malinois restera sagement dans le fourgon du binôme (armé) de l'Unité rapide d'assistance et d'intervention canine. L'Uraic est l'une des branches de la puissante police municipale locale, qui compte 107 agents, soit 1 pour un peu plus de 1 000 habitants.

Boulimie sécuritaire. À ce contingent il convient d'ajouter les 16 membres de la première police municipale intercommunale des transports en France, chargée de veiller sur la trentaine de kilomètres de réseau du tramway et sur l'ensemble des lignes de bus. « Généralement, quand il se passe quelque chose en centre-ville, ça ne dure pas longtemps », affirme Jean-Pierre. Façon de dire qu'un policier n'est jamais bien loin. Résultat, les faits de délinquance de proximité (qui ne concernent pas les atteintes aux personnes) à Orléans sont passés de 8 659 cas en 2001 à 1 352 en 2021. Sur cette baisse spectaculaire (-84 % en deux décennies), Florent Montillot est intarissable. Le premier adjoint au maire la vante dans des ouvrages écrits par (ou sur) lui. Son credo repose sur le triptyque « *prévention, dissuasion et répression* ».

Selon lui, la délinquance n'est pas une fatalité, il suffit d'agir avant qu'elle ne prenne racine. D'où l'instauration, en juillet 2001, d'un couvre-feu entre 23 heures et 6 heures du matin pour les mineurs de moins de 13 ans. Controversé, l'arrêté a finalement été validé par le Conseil d'État avant



« Prévention, dissuasion, répression ».

Place du Général-de-Gaulle, la police veille. « Il n'y a plus de zone de non-droit », fait remarquer Laëtitia, agente de la police nationale.

Inflexible. Florent Montillot, premier adjoint au maire d'Orléans, chargé de la sécurité. Couvre-feu pour les moins de 13 ans, arrêtés antibivouac, antiprostitution, antirodéo : ses mesures sont controversées.



de faire des petits, comme les arrêtés antibivouac, antiprostitution et antirodéo. Trop ? Florent Montillot assume cette boulimie sécuritaire : « *Les gens ont la chance de vivre dans une ville pacifiée où ce n'est pas la loi de la jungle qui prime.* » Et mieux vaut ne pas sortir des clous car, à supposer que la police, malgré une forte présence, passe à côté d'un délit, pas sûr que celui-ci échappe aux 260 caméras, voire, depuis peu, aux micros ! Testé depuis quelque mois, un dispositif identifie certains bruits spécifiques, comme un tir d'arme à feu ou un bris de vitrine, puis oriente instantanément l'objectif sur l'origine du bruit. Ce n'est pas tout : une ou deux fois par mois, un avion de la police aux frontières survole la ville afin de repérer d'éventuelles infractions.

Bien sûr, cette quête de tranquillité a un coût. Près de 7,5 millions d'euros sont dévolus chaque année à la sécurité, soit 60 euros par habitant. Des dépenses importantes qui, parfois, peuvent être mises à mal par Paris. La distance entre la tour Eiffel et la statue de Jeanne d'Arc n'est plus un problème pour personne. Si les Parisiens cherchant un pied-à-terre en province y trouvent leur bonheur,

« Les gens ont la chance de vivre dans une ville pacifiée où ce n'est pas la loi de la jungle. » Florent Montillot

les délinquants d'Île-de-France aussi, qui élargissent leur terrain de chasse. « *On constate des pics de vols par ruse, de vols à la roulotte ou de cambriolages sur quelques jours. Ils sont commis par des groupes qui descendent pour la journée*, explique Thierry Guiguet-Doron, chef de la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) du Loiret. *Il suffit qu'on en attrape un pour que ça se calme.* » Mais cette transhumance délictueuse ne se limite pas à des razzias express, elle alimente surtout le trafic de stupéfiants.

« 3^e couronne » de Paris.

Orléans fait figure de « *zone de logistique et de stockage, car c'est la 3^e couronne de la région parisienne* », précise le patron de la police départementale (615 hommes et femmes) qui, pour avoir officié en Guyane avant d'être nommé ici en mars 2020, connaît bien cette question. Avec les violences conjugales et intrafamiliales, en hausse partout, le fléau de la drogue sera, une fois de plus, l'une des priorités en 2022. Un défi que l'amende forfaitaire délictuelle (150 euros) aiderait à relever depuis septembre 2020. « *On est sur le podium en France quant au nombre d'amendes distribuées : 880 sur la seule année 2021* », se félicite le chef de la DDSP. Surtout, la sanction vise tout le monde, même « *les petits usagers, qui n'étaient alors presque jamais poursuivis* ». De quoi décourager les consommateurs et assécher le marché. En quelques mois, le nombre de points de deal identifiés à Orléans est passé de 39 à une vingtaine. Des démantèlements en cascade qui font souffler un vent de panique. Dans la soirée du 28 février, la façade de l'antenne de police implantée dans le quartier de l'Argonne a été dévorée par les flammes. Selon les experts, l'intention criminelle ne fait aucun doute. Ils ont déjà constaté deux départs de feu et des traces d'hydrocarbure. La DDSP a rappelé que cet incendie est survenu au moment même où les forces de l'ordre multiplient les saisies de drogue dans le secteur ■

L'affaire qui a enflammé la présidentielle en 2002

« Papy Voise ».

Agressé sauvagement, le retraité fut érigé en symbole d'un pays en proie à la délinquance.

PAR CHARLES GUYARD

Que reste-t-il de l'affaire Paul Voise à Orléans ? Une pierre tombale, d'abord, puisque l'homme, décédé en 2013, à 82 ans, a été inhumé dans le cimetière de la ville. Et puis aussi une maison à la façade défraîchie, au toit couvert de mousse, au jardin en friche. Depuis que les derniers locataires, un couple de retraités, sont partis il y a trois ans, les lieux sont restés vides. Pourtant, au 44, rue de la Borde, Rhida Khaldi rêve aujourd'hui d'établir un centre d'accueil pour les nécessiteux. C'est lui, le pharmacien de l'Argonne qui avait monté l'Association Paul-Voise pour financer la reconstruction de la demeure de « Popol » sur les cendres de la précédente, détruite dans un incendie criminel. Or si les murs appartiennent à la structure, le terrain reste la propriété des héritiers de Paul Voise, derrière lesquels courent les mandataires. Rhida Khaldi milite pour racheter l'ensemble au nom de son association, jamais dissoute et dans les comptes de laquelle sommeillent toujours 7 000 euros. Un reliquat des milliers de dons récoltés, venus « y compris de Suisse, de Belgique et même du Canada », lorsque cette affaire avait occupé les devants de la scène médiatique, il y a vingt ans.

L'histoire de Paul Voise a en effet connu un incroyable emballement lié à la date de l'agression, le 18 avril



2002, soit à trois jours d'une présidentielle où l'insécurité monopolisait les débats. Quoi de plus emblématique, alors, pour illustrer ce thème, que le visage tuméfié d'un vieil homme attaqué chez lui par des voyous pyromanes ? Trois jours plus tard, si Jean-Marie Le Pen s'est hissé au second tour du scrutin, beaucoup sont convaincus que ce feu-là, à Orléans, a bel et bien embrasé les urnes pour allumer la flamme tricolore du FN. « Ça a fait basculer le vote », pense encore Chantal, qui vit tout près de là, à l'Argonne. Idem pour Françoise, une autre voisine, qui n'a rien oublié de l'événement ni de son écho dans la presse. « On a vu toutes les télé débarquer, c'était du délire ! Ici, ce n'était pourtant pas pire qu'ailleurs, mais d'un coup on est devenu un quartier de parias. » Jusqu'à symboliser

Fait divers. Paul Voise, 72 ans, pose, le visage tuméfié, devant sa maison incendiée, au 44, rue de la Borde, dans le quartier de l'Argonne. L'agression du vieil homme a-t-elle été instrumentalisée par les médias ?

un pays en proie à la délinquance ? « Tout le monde a accusé les Maghrébins sans savoir ! » gronde Françoise, alors que rien n'a été élucidé, la justice ayant prononcé un non-lieu faute de charges suffisantes.

Enjeu. Reste la rumeur, celle d'un coup monté. « Cette histoire a été instrumentalisée, on a voulu faire croire que les jeunes d'ici posaient problème », soupire Jamila, qui habitait le secteur. Derrière ce « on », certains pointent les médias, téléguidés par la droite pour accréditer le supposé laxisme du PS et plomber la candidature de Lionel Jospin. Ainsi, quelques heures seulement après son agression, le JT de TF1 exhibe un « Papy Voise » couvert d'hématomes, en pleurs sur son lit d'hôpital. « Quand les journalistes ont téléphoné au centre hospitalier pour demander l'autorisation d'aller le filmer, j'étais à côté d'eux, précise Florent Montillot, déjà chargé de la sécurité à la mairie en 2002. Dès le lendemain matin, l'AFP a sorti une dépêche et les journalistes sont arrivés. Après, il y a eu tout un sketch comme quoi ça avait été commandité par le FN, mais c'est faux ! D'autant qu'à ce moment-là la campagne était officiellement terminée. » Il n'empêche : avec un fait divers devenu fait de société, la séquence s'était opportunément intégrée au contexte politique du moment. « La sécurité était un enjeu bien avant, se défend le maire, Serge Grouard, en poste à l'époque. Je ne crois pas qu'on puisse faire reposer le résultat d'une élection sur un événement. »

Vingt ans plus tard, des leçons ont-elles été tirées, alors que le poste de police de l'Argonne, fin février, a été incendié ? Difficile à dire : le conflit ukrainien a sans doute permis cette fois de circonscrire cet incendie à l'actualité locale ■

Ce fait divers aurait allumé la flamme tricolore du FN.

Serge Grouard : « J'aimerais que de Gaulle revienne »

Cash. Le maire LR Serge Grouard livre son analyse de la campagne présidentielle et confie son désir de réformes.

Le Point: La crise ukrainienne rebat-elle les cartes de la présidentielle ?

Serge Grouard : La guerre que subit l'Ukraine fait logiquement passer l'élection présidentielle au second plan. Ce qui est essentiel, c'est de privilégier l'unité de la nation française pour marquer notre volonté commune de faire cesser l'agression russe. La crédibilité de la France est en jeu et exige le soutien au président de la République dans la conduite d'une impérative politique de fermeté. Il ne peut être question de tergiverser là-dessus.

Dans quel état d'esprit êtes-vous, à un mois du premier tour ?

J'ai soutenu Michel Barnier, car je pense qu'il a une stature présidentielle. Il n'a pas gagné la primaire. Dont acte. Maintenant, il faut une alternative à Emmanuel Macron. Depuis quarante ans, la France dévisse dans tous les domaines. Ce qui me détermine, c'est comment sortir le pays de la déliquescence. Valérie Pécresse peut le faire, elle est la seule alternative à Macron. Il faut maintenant se mettre à la hauteur des enjeux.

À quels enjeux faites-vous référence ?

D'abord à la réforme de l'État, qui ne fonctionne plus et est endetté jusqu'au cou. Ensuite au dérèglement climatique : le sujet du siècle. Qu'est-ce qui nous empêche de mener une grande politique énergétique pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, limiter notre dépendance stratégique vis-à-vis de l'étranger et favoriser le pouvoir d'achat ? Rien ! Elle est applicable dès demain. À Orléans, nous allons créer une société d'économie mixte pour produire des énergies renouvelables. Si on le fait au niveau d'une ville, pourquoi ne le fait-on pas au niveau national, voire européen ? Autre enjeu : la santé. L'hôpital explose sous nos yeux, seuls quelques bobos croient encore qu'on a le meilleur système du monde. Il y a



Radical. Serge Grouard : « Il faut d'abord réformer l'État, c'est la clé de tout. »

aussi le déficit commercial de la France, qui culmine à 100 milliards d'euros, l'industrie, dont la part dans le PIB a été divisée par deux en vingt ans, notre déclin comme puissance agricole exportatrice... Sans oublier les sujets régaliens. Depuis les années 1960, la délinquance a été multipliée par quatre dans notre pays. Nous avons mis en place des solutions à Orléans, où elle a diminué de 80 % depuis vingt ans. Ce qui marche ici peut marcher dans toute la France. Sur les questions de sécurité et d'immigration, on est toujours sur de faux débats, comme le grand remplacement.

Le recours à ce terme a été reproché à Valérie Pécresse lors de son meeting au Zénith. Pensez-vous comme d'autres que sa campagne est un naufrage ?

Non, elle est passée à côté de son meeting, mais ce n'est pas si grave. On n'est pas au PS et elle n'a pas à faire la synthèse de la synthèse, sinon elle terminera à 4 %.

Si vous étiez membre de son staff, comme vous l'avez été dans celui de François Fillon, que lui conseilleriez-vous ?

François Fillon voulait casser la baraque. Je ne suis pas dans le staff de Valérie Pécresse, ce serait donc facile de dire « y'a qu'à, faut qu'on... ». Je suis cependant convaincu qu'elle doit suivre ses intuitions, se faire confiance et ne pas écouter tout le monde.

Vous donnez l'impression de la soutenir du bout des lèvres...

Je suis malheureux de voir dans quel état est la France. J'aimerais croire en la réincarnation, pour que de Gaulle revienne.

Les Républicains sont-ils en péril ?

Oui, du point de vue politique. Christian Jacob a fait plutôt de bonnes choses. Mais LR n'est pas assez en prise avec les réalités du pays. Le risque, si ■■■

« Commencer par remettre de l'ordre dans le budget et par virer tout ce qui ne sert à rien, toute la petite sphère politico-administrative et les entreprises parapubliques qui dirigent le pays. »

■■■ la droite impluse, c'est que la France continue de dévisser. Car nous aurions d'un côté un centre mollasson, qui se borde à droite et à gauche, et, de l'autre, les extrêmes, qui proposent des mesures absurdes ou démagogiques qui risquent de nous conduire à la guerre civile.

Comment analysez-vous le phénomène Zemmour ?

Il y a enfin quelqu'un qui ose dire ce que pense une bonne partie de la population, sur les questions de sécurité et d'immigration en particulier.

Que faites-vous en cas de duel

Emmanuel Macron-Éric Zemmour ?

(Silence...) Je suis embêté. Pour vous répondre honnêtement, je ne vote ni pour l'un ni pour l'autre.

Comprenez-vous qu'Éric Ciotti et François-Xavier Bellamy choisissent, dans ce cas, Éric Zemmour ?

Je comprends qu'ils se laissent tenter, mais je leur dis que les réponses ne sont pas là ! Mais sans doute qu'Éric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, a pris une position qui n'est pas sans lien avec les échéances législatives à venir...

Face aux départs de LR, avez-vous le sentiment, comme Édouard

Philippe, que la « poutre continue de bouger » ?

C'est logique qu'il dise cela puisqu'il y trouve son intérêt. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. Comme de Gaulle le disait à propos de la IV^e République, ce sont « les délices et les poisons du système ». Certains se voient déjà ministres...

Quelle réponse peut apporter la droite républicaine face

à la montée des populismes ?

Celle de De Gaulle en 1958 : sortir fermement le pays du borbier, dans le cadre de la République. On parle beaucoup de démocratie participative et de référendum d'initiative citoyenne, je pense que c'est une fausse solution car ce sera toujours la même nomenclatura qui dirigera le pays. Les mesures doivent être radicales. En tant qu'ancien haut fonctionnaire, j'étais hostile au système américain, qui renouvelle la haute administration lors du changement de gouvernement, car j'ai été formé dans l'idée de la continuité de l'État, avec la certitude que les hauts fonctionnaires sont loyaux et apolitiques. Mais j'en suis revenu. Il faut casser la logique des cabinets ministériels, qui sont composés de jeunes très brillants mais qui ne veulent qu'une chose : faire carrière. Ils ne veulent surtout pas d'emmerdes et pour cela, il faut que leur ministre soit content. Je l'ai vécu au début de ma carrière. Il faut être courageux pour dire au ministre que cela ne va pas.

Partagez-vous le diagnostic de Caroline

Michel-Aguirre et Matthieu Aron qui dénoncent, dans « Les Infiltrés » (Allary Éditions), l'influence des cabinets de conseil anglo-saxons ?

C'est complètement fou ! Vous imaginez de Gaulle

demander des conseils à un cabinet américain pour mener la politique de défense de la France ? Ce phénomène, qui ne date pas de Macron, est lié à la défiance des politiques vis-à-vis de l'administration et réciproquement. Le recours à ces cabinets est censé objectiver le débat.

Y a-t-il des choses à sauver de la présidence Macron ?

Il y a eu un certain nombre de mesures économiques, notamment de réduction des charges, qui ont été plutôt positives. Le problème, chez Emmanuel Macron, c'est qu'il y a beaucoup de déclarations d'intentions et peu d'effets. Pour une raison simple qu'on ne dit jamais : l'État n'a plus les moyens de conduire ses politiques. Si on ne restaure pas les capacités financières de l'État, on joue de la flûte.

Est-ce pour cela que les abstentionnistes forment aujourd'hui le plus grand parti de France ?

L'abstention est liée au fait que les gens pensent que voter ne sert à rien. Le mal qui ronge la démocratie,

c'est le décalage entre le discours électoral et la réalité des réalisations.

Le jour où l'on commencera à avoir des résultats, on intéressera à nouveau les gens.

En même temps, on a l'impression qu'il est impossible de réformer la France...

Parce qu'on ne fait pas ce qu'il faut faire, ni dans le temps où il faut ni dans l'ordre où il faut. Il faut d'abord réformer l'État, c'est la clé de tout. Sinon, c'est comme si on se lançait dans un Grand Prix de Formule 1 au volant d'une Coccinelle. On commence par remettre de l'ordre dans le budget et

par virer tout ce qui ne sert à rien, toute la petite sphère politico-administrative et les entreprises parapubliques qui dirigent le pays. La Cour des comptes pointe cela tous les ans...

Faut-il une réforme institutionnelle ?

Le vrai problème est celui de l'équilibre entre l'exécutif et le législatif. Les députés ne font plus réellement la loi : les textes arrivent tout ficelés par le gouvernement, qui décide même de l'ordre du jour. Il faudrait imposer une lecture unique dans chaque assemblée : un texte ordinaire est lu dix fois en moyenne entre l'Assemblée et le Sénat. Tout cela est aberrant. On fonctionne comme au XIX^e siècle.

Vous avez lancé votre site, In Situ,

on vous a beaucoup vu sur CNews... Avez-vous des ambitions nationales, législatives ?

Non, j'ai déjà donné. Je me suis énormément investi avec Fillon. Aujourd'hui, j'ai peut-être un peu trop de bouteille, je connais trop tous ces petits jeux, et je trouve qu'on est au degré zéro de la politique. Mais je tiens à dire que les maires ont envie de faire. C'est pour cela qu'il faut les mettre au pouvoir et faire un gouvernement avec eux ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDREY EMERY ET VALÉRIE PEIFFER

« L'État n'a plus les moyens de conduire ses politiques. Si on ne restaure pas les capacités financières de l'État, on joue de la flûte. »

Les prix immobiliers s'envolent



Atouts.
Proche de Paris
et moins cher,
Orléans attire
de plus en plus.

PAR CHARLES GUYARD

Ils ont déposé leurs cartons le 23 décembre et passé leur tout premier Noël à Orléans... René et Monique Lac, qui ont quitté leur appartement d'Alfortville, ne regrettent rien. « On aurait dû le faire plus tôt », lance monsieur. En deux mois, le couple de retraités (73 ans pour elle, 76 pour lui) a déjà apprivoisé la vie loin de Paris, même si René y retourne deux fois par semaine (en train), pour des ateliers de céramique et de vitrail. Le cordon n'est donc pas totalement coupé, mais ce n'est qu'une histoire de mois, le temps de terminer l'année. Après, c'est promis, les activités seront exclusivement locales.

Car Paris, c'est bel et bien fini pour eux qui y sont pourtant nés, y ont grandi (« On jouait même au football dans la rue »), s'y sont mariés et y ont longtemps vécu, avant d'aller habiter dans le Val-de-Marne, où ils avaient acheté neuf leur précédent appartement, un 80-mètres carrés au cœur d'une résidence tranquille, à moins de 10 kilomètres du centre de la capitale. À vol d'oiseau, on s'y transporte en quelques minutes. Mais si René et Monique sont d'authentiques Titis parisiens, ils n'en restent pas moins des terriens. Une condition qui allonge singulièrement les distances. Surtout quand les politiques s'en mêlent. Pour eux, la fermeture des voies sur

Cachet. La place du Martroi et sa statue de Jeanne d'Arc. Le charme de la vie de province à prix (encore) abordable.

2638
euros/m²

C'est le prix moyen de l'immobilier à Orléans en 2021, selon le site Seloger.com, une augmentation de 11 % en un an.

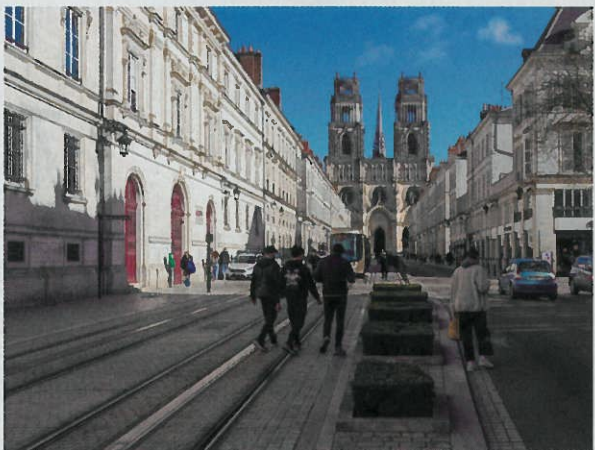
« Nous vendons désormais en un mois, contre trois auparavant. »

Sébastien Marquant (Orpi)

berges a été fatale. « Avant, nous allions au théâtre deux ou trois fois par mois et nous mettions un quart d'heure pour rentrer. Après, ça nous prenait plus d'une heure, même la nuit », soupire Monique.

Au printemps 2020, le décès de la maman de René a été le déclic. Puisque plus rien ne les retenait vraiment en banlieue parisienne, ils ont mis en vente leur bien et opté pour la province. Un temps tenté par Dijon, leur choix s'est finalement porté sur Orléans, où vit déjà leur fils. Cinq biens visités et un coup de cœur pour un vaste et lumineux appartement donnant sur le verdoyant boulevard Alexandre-Martin! Prix d'achat: 400 000 euros, exactement la somme récupérée après la vente de leur appartement. « Une opération blanche », se félicite Monique. Sauf que, dans l'affaire, ils ont aussi gagné 50 mètres carrés!

Une chose est sûre, ce couple a bien fait de ne pas traîner pour acheter. Car, à Orléans, les panneaux « À vendre » ne ■■■



■■■ restent pas longtemps fixés aux balcons. Parfois, ils n'ont même pas le temps d'y être accrochés. « Un 3-pièces a récemment été vendu avant même que l'annonce soit publiée. J'ai au moins 30 clients sur liste d'attente, expose Sébastien Marquant, directeur des agences Orpi de l'agglomération. En moyenne, nous vendons désormais en un mois, contre trois auparavant. » Résultat : difficile de discuter le prix, la marge de négociation est passée de 10 à 2 % en cinq ans !

Boom du locatif. Il faut dire que, en l'espace de quelques années, Orléans a su gagner ses galons de « ville où il fait bon vivre » grâce à un programme de rénovation et de réhabilitation ambitieux mené sur l'ensemble des quartiers. « En quinze ans, la ville a beaucoup changé. Désormais, elle plaît, et on s'y arrête », souligne Sébastien Marquant. Non seulement on s'y arrête, mais puisque le télétravail est entré dans les mœurs, on finit aussi par s'y installer. Parfois pendant quelques mois, pour tester, avant de conclure une transaction définitive. Pour certains, c'est aussi l'occasion de se constituer un petit pactole qui permettra, le moment venu, de devenir propriétaire. Car travailler à Paris, y gagner le salaire en conséquence, tout en payant son loyer à Orléans vaut le coup : le mètre carré orléanais se loue deux fois et demie moins cher en moyenne (25 à 30 euros à Paris, 11 euros à Orléans).

Signe d'un secteur locatif en plein boom, le turnover y est im-

Lifting. Orléans, à une heure de Paris en train, attire notamment les adeptes du télétravail et les jeunes retraités.

Espace. René et Monique Lac ont gagné 50 m² en quittant le Val-de-Marne pour Orléans.



« Cette année, les prix immobiliers devraient encore augmenter d'un peu plus de 5 %. » Stéphane Durand (Fnaim)

portant, et le choix se resserre autour d'un nombre de logements inoccupés de plus en plus faible. « Le taux de vacance est aujourd'hui tombé à 2,5 %. Il a été divisé par deux en dix ans », confirme Stéphane Durand, président départemental de la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim). « En 2021, nous avons réalisé plus de 600 locations à Orléans et sommes devenus la première agence du réseau Orpi en France, se réjouit Sébastien Marquant. Beaucoup de gens veulent sortir des grandes métropoles tout en ne restant pas trop loin. » D'autres villes du département bénéficient aussi de ce mouvement. C'est le cas de Montargis, situé à l'est d'Orléans. Reliée à la gare de Lyon par le Transilien, la sous-préfecture du Loiret a vu elle aussi débarquer de nombreux Parisiens en quête d'une résidence secondaire.

La crise sanitaire a singulièrement accentué cette frénésie immobilière. Avec les mesures de confinement, les grandes agglomérations agissent comme un repoussoir, quand les métropoles plus petites deviennent davantage prisées. Dans ces territoires, les vendeurs sont aux anges, car les prix y ont littéralement flambé. Ainsi, selon Seloger.com, Orléans est la cinquième ville de l'Hexagone (après Tours, Angers, Brest et Aix-en-Provence) dans laquelle le prix du mètre carré s'est envolé en 2021. Il s'est établi à 2 638 euros, soit une poussée de 11 % en un an, quand Paris a augmenté de 7,2 % dans le même intervalle. « Il y a dix ans, une maison de 90 mètres carrés s'achetait en moyenne entre 170 000 et 180 000 euros. Aujourd'hui, on est plutôt à 200 000, voire 250 000 euros », note Stéphane Durand. Et mieux vaut ne pas traîner quand un bien vous intéresse ! Car même si le marché n'est pas encore considéré comme hypertendu, les opportunités ont tendance à se raréfier. « On a une baisse de stock de 25 à 30 % par rapport à ces dernières années, observe le président de la Fnaim du Loiret. Après, ce n'est pas la saturation comme à Paris, où les agents n'ont que deux ou trois biens dans leur portefeuille. »

À Orléans, « on peut encore acheter », et la rue Bannier en est l'illustration la plus frappante. L'artère fourmille d'une vingtaine d'agences immobilières, et « il y a du travail pour tout le monde », assure Sébastien Marquant. Jusqu'à quand ? En réalité, côté prix, la capitale de la région Centre-Val de Loire ne fait que rattraper son retard. « Ces trois dernières années, les prix ont augmenté de 20 %, mais pendant sept ou huit ans ils étaient restés stables, précise Stéphane Durand. Au final, cette augmentation représente 2 % de hausse par an sur dix ans. » Reste que les acheteurs ne sont pas au bout de leurs peines car, selon les professionnels, le plafond ne serait pas encore atteint. « À Orléans, la correction par rapport aux autres villes n'interviendra que fin 2022. En clair, cette année, les prix immobiliers devraient encore augmenter d'un peu plus de 5 %. » Le prix du succès ■